

Il s'agit là d'arguments troublants qui répondent à notre désir naturel d'éviter la guerre et les bains de sang. Il existe toutefois d'autres questions et arguments troublants.

À quoi serviraient les Nations Unies si nous disions maintenant que nous n'étions pas sérieux ? Après douze résolutions - aussi claires les unes que les autres -, pouvons-nous prétendre que nous ne faisons que bluffer ? Laissons-nous croire aux éventuels agresseurs qu'ils nous auront à l'usure et que nous ne respectons pas nos principes ni nos paroles ? Le Canada, qui n'est pas une grande puissance, dit-il que le Koweït, qui n'est pas lui non plus une grande puissance, peut être sacrifié ? Disons-nous que l'usage de la force et la cruauté sont récompensées ? Tentons-nous de justifier une injustice en disant que nous avons déjà accepté des injustices sans réagir ? Disons-nous que nous ne pouvons faire mieux que ce que nous avons déjà fait, que l'avenir sera semblable au passé, marqué par la guerre ?

Si nous disons ces choses, c'est que nous envisageons la destruction de l'Organisation des Nations Unies et de l'ordre international qu'elle a maintenant la chance d'édifier. Si nous disons ces choses, c'est que nous renions les efforts de Louis Saint-Laurent et de Lester Pearson, des hommes qui ont vécu la guerre, des leaders qui ont vu 100 000 Canadiens donner leur vie dans des guerres déclenchées parce que la communauté internationale avait refusé de faire appliquer les règles universellement convenues.

Certains Canadiens préfèrent peut-être une ONU qui parle à une ONU qui agit. Certains voient peut-être l'ONU comme une tribune pour les beaux discours et les nobles principes, mais pas comme une instance où le monde se retrouve pour prendre les difficiles décisions qu'exige la paix.

On dit que nous n'avons pas attendu assez longtemps, que le message n'a peut-être pas été compris. Saddam Hussein a eu 166 jours pour contempler les conséquences de ses actions. Saddam Hussein sait ce qui l'attend. M. Aziz l'a dit la semaine dernière à Genève.

Si nous devons faire du 15 janvier une date mobile qui pourrait être reportée au 15 février de cette année ou peut-être au 15 février de l'année prochaine, par quelle forme de logique pourrait-on soutenir que Saddam traiterait plus sérieusement notre détermination d'agir ?

Et si nous donnions plus de temps aux sanctions ? C'est une question que le gouvernement a sérieusement envisagée. Si le consensus international était maintenu pendant six mois ou un an, il ne fait pas de doute que l'économie iraquienne pourrait bien être détruite. Mais ce n'est pas la fin de l'argument. Les